



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/37  
20 octobre 2020

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Quatre-vingt-sixième réunion  
Montréal, 2 – 6 novembre 2020  
Reportée : 8 – 12 mars 2021<sup>1</sup>

**COÛTS DE BASE DU PNUD, DE L'ONUDI ET DE LA BANQUE MONDIALE  
POUR L'ANNÉE 2021**

1. Le présent document analyse les demandes de financement des coûts de base et des coûts administratifs<sup>2</sup> du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale, et évalue dans quelle mesure les ressources disponibles pour l'ensemble des coûts administratifs pour 2021 peuvent couvrir les coûts prévus pour cette même année. L'évaluation traite séparément chacune des trois agences d'exécution. Le document expose également de façon concise le régime de coûts administratifs du Fonds Multilatéral pour la période triennale 2021–2023 et présente une recommandation.

<sup>1</sup> À cause du coronavirus (COVID-19)

<sup>2</sup> L'allocation des coûts administratifs du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale a été modifiée en novembre 1998 (décision 26/41), passant d'un tarif fixe de 13 pour cent s'appliquant à tous les projets à un barème progressif. Les coûts ont été modifiés à nouveau en décembre 2002, afin d'adopter un barème inférieur comprenant une subvention de base de 1,5 million \$US par agence (décision 38/68). La plupart des agences ont connu une augmentation annuelle depuis la 46<sup>e</sup> réunion. Le Secrétariat a été chargé aux termes de la décision 41/94(d) de réaliser une évaluation annuelle du régime des coûts administratifs. La décision 56/41 a étendu l'application de la décision 38/68 et de son régime de coûts administratifs à la période triennale 2009-2011. Lors de sa 67<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a décidé d'appliquer un nouveau régime de coûts administratifs pour la période triennale 2012-2014 pour le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale, qui comprenait un financement annuel de base pour lequel une augmentation annuelle allant jusqu'à 0,7 pour cent pourrait faire l'objet d'un examen annuel, et d'appliquer les coûts d'appui d'agence suivants sur la base du financement par agence : un coût d'appui de base de 7 pour cent pour les projets dont le coût est supérieur à 250 000 \$US, ainsi que pour les projets de renforcement des institutions et la préparation de projets ; des coûts d'appui d'agence de 9 pour cent pour les projets ayant un coût inférieur ou égal à 250 000 \$US et des coûts d'appui d'agence ne dépassant pas 6,5 pour cent, à déterminer au cas par cas, pour les projets du secteur de la production (décision 67/15 b)). À sa 73<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a décidé d'appliquer le régime de coûts administratifs existant aux agences bilatérales et d'exécution au cours de la période triennale 2015-2017, et d'examiner le régime de coûts administratifs et son budget de financement des coûts de base lors la première réunion de 2017 (décision 73/62(b) et (c)). À sa 79<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a décidé d'appliquer le régime de coûts administratifs existant aux agences d'exécution au cours de la période triennale 2018-2020, et de demander au PNUD, à l'ONUDI et à la Banque mondiale de présenter leur rapport annuel sur les coûts de base en utilisant le modèle de rapport révisé (décision 79/41(c) et (e)).

2. Pour la préparation de ce document, les trois agences d'exécution ont communiqué leurs coûts de base et leurs coûts administratifs réels pour 2019, leurs coûts estimatifs pour 2020 et leur budget proposé pour 2021, utilisant le format de présentation révisé pour la communication des coûts administratifs<sup>3</sup> conformément à la décision 79/41(e). Au cours de l'examen des informations présentées, le Secrétariat a eu de longs entretiens avec chacune des trois agences d'exécution, au cours desquels tous les problèmes ont été traités de manière satisfaisante. Le Secrétariat se félicite de la collaboration apportée par les trois agences d'exécution.

3. Pour faciliter l'examen du Comité exécutif, les données du budget de base et les autres coûts administratifs se rapportant à chaque agence d'exécution sont présentés pour les trois dernières années dans le document principal, tandis que les données historiques à partir de 2011 figurent à l'Annexe I du présent document.

## PNUD

4. Le Comité exécutif a approuvé la demande de financement des coûts de base de 2020 pour le PNUD à hauteur de 2 098 458 \$US (décision 84/61(b)). Le tableau 1 présente le budget de base et les coûts administratifs fournis par le PNUD pour les années 2017 à 2021.

**Tableau 1. Données sur le budget des coûts de base et autres coûts administratifs pour les années 2017 à 2021 pour le PNUD (\$US)**

Poste de dépenses	2017	2018	2019	2020		2021
	Réel	Réel	Réel	Budget	Estimation	Proposé
<b>A. Coûts de base</b>						
Personnel de base et employés contractuels	2 305 838	2 375 437	2 379 866	2 520 101	2 451 262	2 524 800
Déplacements (personnel et consultants)	173 099	176 170	182 129	194 227	20 000	150 000
Bureaux (loyer et coûts courants)	162 982	164 998	153 176	181 910	160 835	168 877
Équipements et autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)	9 196	12 146	8 351	20 000	15 000	10 000
Services contractuels (entreprises)	24 547	13 510	24 300	25 000	5 000	25 000
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	308 375	381 004	240 968	350 000	250 000	250 000
Ajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	-929 036	-1 053 880	-904 918	-1 192 781	-803 638	-1 015 528
Restitution de fonds (- = sommes restituées)	0	0	0	0	0	0
<b>A. Total partiel des coûts de base*</b>	<b>2 055 000</b>	<b>2 069 385</b>	<b>2 083 871</b>	<b>2 098 458</b>	<b>2 098 459</b>	<b>2 113 148</b>
<b>B. Coûts d'appui d'agence/mise en œuvre</b>						
Remboursement des coûts de bureaux de pays et des activités nationales, frais généraux compris	1 749 877	2 214 588	488 288	1 925 000	742 500	742 500
Coûts d'appui des agences exécutantes (internes), frais généraux compris	0	0	0	0	0	0
Intermédiaires financiers, frais généraux compris	0	0	0	0	0	0
Remboursement des services centraux pour le personnel de base (frais généraux compris)						
Récupération des coûts	308 375	381 004	240 968	350 000	250 000	250 000
Ajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	929 036	1 053 880	904 918	1 192 781	803 638	1 015 528
Coûts du projet (- = à déduire et ainsi supprimés)	0	0	0	0	0	
<b>B. Total partiel des coûts d'appui / coûts de mise en œuvre</b>	<b>2 987 288</b>	<b>3 649 473</b>	<b>1 634 174</b>	<b>3 467 781</b>	<b>1 796 138</b>	<b>2 008 028</b>
<b>Total (A + B)</b>	<b>5 042 289</b>	<b>5 718 858</b>	<b>3 718 046</b>	<b>5 566 239</b>	<b>3 894 597</b>	<b>4 121 176</b>

<sup>3</sup> Annexe XVIII au document UNEP/OzL.Pro/ExCom/79/51

\*Les coûts de base sont plus élevés que le total partiel autorisé de 2 055 000 \$US en 2017, 2 069 385 \$US en 2018, 2 083 871 \$US en 2019 et 2 098 459 \$US en 2020. C'est pourquoi un poste d'ajustement et un ajustement négatif ont été introduits afin de parvenir au plafond imposé. Un ajustement positif correspondant est également fourni pour les coûts d'appui d'agence/de mise en œuvre afin d'assurer que le total des coûts engagés pour les coûts administratifs mette en évidence le montant dépassé par l'agence.

### Coûts de base

5. Le montant de 2 113 148 \$US demandé par le PNUD pour son budget de base de 2021 représente une augmentation de 0,7 pour cent par rapport au budget approuvé pour 2020. Le PNUD prévoit que ses coûts de base dépasseront ce montant de 1 015 528 \$US (indiqués dans les « Ajustements » dans le tableau 1). Le PNUD dépasse généralement son budget de coûts de base<sup>4</sup> et compense ces dépassements par les coûts d'appui qu'il perçoit dans le cadre des projets du Fonds multilatéral.

6. Le budget de base proposé par le PNUD se décompose de la façon suivante :

- (a) La rémunération du personnel représente 81 pour cent du budget total. Les salaires restent du même ordre de grandeur que ces six dernières années ;
- (b) Le remboursement des services centraux représente 8 pour cent du budget total. Le montant inscrit au budget (350 000 \$US) est supérieur aux coûts réels de 2019 (240 968 \$US). Le PNUD a expliqué que la baisse du montant budgété pour 2019 résultait des retards dans l'approbation des tranches de la phase II du plan de gestion de l'élimination des HCFC pour la Chine, qui ont été approuvées pendant la période intersessions pour la 85<sup>e</sup> réunion, et aux répercussions de la pandémie de Covid-19 sur la réalisation des activités de 2020. Ces faits ont été pris en compte dans l'estimation du montant budgété pour 2021 ;
- (c) Le loyer des bureaux correspond à 5,4 pour cent du budget total. Les coûts de location et les coûts des services contractuels sont budgétés à des niveaux plus élevés que les coûts estimatifs pour 2020, et les coûts d'équipements sont budgétés à des niveaux inférieurs aux coûts estimatifs de 2020. Le PNUD a indiqué que des consultations sont en cours au sein de l'organisation sur les impacts à moyen terme et à long terme de la pandémie de Covid-19 ; et
- (d) Les déplacements représentent 4,8 pour cent du budget total. Le budget proposé pour les déplacements (150 000 \$US) correspond à une diminution de 18 pour cent par rapport aux coûts réels de 2019 (182 129 \$US). Le PNUD a fait savoir que des mesures continuent à être prises pour minimiser dans la mesure du possible les coûts de déplacement et le nombre de participants/la durée de participation aux réunions.

### Total des coûts d'appui administratifs

7. Le PNUD prévoit que ses coûts administratifs atteindront 4 121 176 \$US en 2021, montant légèrement supérieur aux coûts estimatifs de 3 894 597 \$US pour 2020.

8. Le niveau de financement pour le remboursement des coûts des bureaux de pays et des activités nationales devrait être identique aux coûts estimatifs de 2020 (742 500 \$US). Ce montant est supérieur

<sup>4</sup> Au cours des huit dernières années, le niveau des coûts de base a connu à cinq reprises un dépassement supérieur à 800 00 \$US : 837 220 \$US en 2012, 849 676 \$US en 2013, 929 036 \$US en 2017, 1 053 880 \$US en 2018 et 904 918 \$US en 2019. En 2020, le PNUD connaîtra un dépassement de 803 638 \$US (environ 38 pour cent supérieur au montant budgété).

aux coûts réels de 2019 (488 288 \$US) mais inférieur à la fourchette des coûts de la période 2011 à 2018 (2 442 896 \$US en 2013 à 1 472 814 \$US en 2016).

9. Les ressources qui devraient être mises à la disposition du PNUD pour les coûts administratifs comprennent les coûts de base et les coûts d'appui d'agence, plus tout solde de revenus de coûts administratifs précédemment non utilisés. Les frais d'appui d'agence sont mis à la disposition du PNUD seulement après le décaissement des coûts des projets approuvés. Le tableau 2 illustre cette information pour la période 2017 à 2020.

**Tableau 2 : Évaluation de la disponibilité des revenus pour les futurs coûts administratifs du PNUD (\$US)**

Description	2017	2018	2019	2020*
Coûts d'appui d'agence nets plus coûts de base	4 554 428	5 007 070	2 829 316	4 926 139
Total des coûts administratifs	5 042 289	5 718 858	3 718 046	3 894 597
Solde par année	(487 862)	(711 788)	(888 730)	1 031 542
Solde courant	359 584	(352 203)	(1 240 933)	(209 391)

\* Y compris les coûts d'appui d'agence approuvés à la 85<sup>e</sup> réunion et la valeur des coûts d'appui d'agence et des coûts de base dans les projets proposés à la 86<sup>e</sup> réunion.

10. L'évaluation présentée au tableau 2 révèle que le PNUD pourrait présenter à la fin de 2020 un solde cumulé négatif de 209 391 \$US. En 2021, le PNUD devra générer des coûts d'appui d'agence et des coûts de base correspondant à un montant d'au moins 4 330 567 \$US afin de couvrir le total des coûts administratifs prévus à hauteur de 4 121 176 \$US.

## ONUDI

11. Le Comité exécutif a approuvé la demande de financement des coûts de base de 2020 pour l'ONUDI à hauteur de 2 098 458 \$US (décision 84/61(b)). Le tableau 3 présente le budget de base et les coûts administratifs fournis par l'ONUDI pour les années 2017 à 2021<sup>5</sup>. Les chiffres indiqués comme étant « réels » sont basés sur le modèle préparé par l'ONUDI afin d'évaluer les coûts d'appui du Bureau du Protocole de Montréal en vertu de la décision 56/41<sup>6</sup>.

**Tableau 3. Données sur le budget des coûts de base et autres coûts administratifs pour les années 2017 à 2021 pour l'ONUDI (\$US)**

Poste de dépenses	2017	2018	2019	2020		2021
	Réel	Réel	Réel	Budget	Estimation	Proposé
<b>A. Coûts de base</b>						
Personnel de base et employés contractuels	1 501 300	1 307 624	1 351 602	1 307 800	1 317 600	1 294 600
Déplacements (personnel et consultants)	157 800	196 736	137 864	168 500	21 000	121 700
Bureaux (loyer et coûts courants)	76 600	80 548	84 323	83 100	71 200	73 900
Équipements et autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)	48 000	33 842	63 164	56 800	39 400	48 000
Services contractuels (entreprises)	4 900	580	6 356	17 100	2 400	16 700

<sup>5</sup> L'ONUDI n'a jamais eu un système de comptabilité approprié par centre de coûts qui pourrait faciliter les rapports basés sur les données réelles avec une piste de vérification. L'ONUDI a indiqué qu'une harmonisation a été mise en place en 2017 pour mettre en évidence le total des coûts administratifs, y compris ceux qui selon la méthodologie de l'ONUDI ont pu être définis comme d'éventuels coûts administratifs relatifs aux projets.

<sup>6</sup> L'ONUDI a été invitée à présenter l'hypothèse concernant son modèle de coûts administratifs et de fournir dans ses futures demandes de financement des coûts de base des renseignements sur les coûts administratifs qui permettraient de faire une distinction entre les activités liées au projet et les coûts administratifs. Ultérieurement, par la décision 59/28(c), le Comité exécutif a pris note de la méthodologie utilisée pour identifier les coûts relatifs aux projets dans le rapport annuel de l'ONUDI sur les coûts administratifs (UNEP/OzL.Pro/ExCom/60/51).

Poste de dépenses	2017	2018	2019	2020		2021
	Réel	Réel	Réel	Budget	Estimation	Proposé
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	471 600	442 123	464 626	535 700	472 800	467 100
Ajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	-205 200	7 931	-24 066	-70 542	0	0
Restitution de fonds (- = sommes restituées)	0	-7 931	0	0	0	0
<b>A. Total partiel des coûts de base*</b>	<b>2 055 000</b>	<b>2 061 454</b>	<b>2 083 870</b>	<b>2 098 458</b>	<b>1 924 400</b>	<b>2 022 000</b>
<b>B. Coûts d'appui d'agence/mise en œuvre</b>						
Remboursement des coûts de bureaux de pays et des activités nationales, frais généraux compris	584 300	729 854	1 339 603	815 600	1 240 400	1 444 000
Coûts d'appui des agences exécutantes (internes), frais généraux compris	1 703 200	1 354 611	1 386 593	2 042 600	1 374 100	1 586 200
Intermédiaires financiers, frais généraux compris	0	0	0	0	0	0
Remboursement des services centraux pour le personnel de base (frais généraux compris)						
Récupération des coûts	0	0	0	0	0	0
Ajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	205 200	0	24 066	70 542	0	0
Coûts du projet (- = à déduire et ainsi supprimés)	-134 800	-136 283	-38 099	0	0	0
<b>B. Total partiel des coûts d'appui / coûts de mise en œuvre</b>	<b>2 357 900</b>	<b>1 948 182</b>	<b>2 712 163</b>	<b>2 928 742</b>	<b>2 614 500</b>	<b>3 030 200</b>
<b>Total (A + B)</b>	<b>4 412 900</b>	<b>4 009 636</b>	<b>4 796 033</b>	<b>5 027 200</b>	<b>4 538 900</b>	<b>5 052 200</b>

\*Les coûts de base sont plus élevés que le total partiel autorisé de 2 055 000 \$US en 2017 et 2 083 870 \$US en 2019. C'est pourquoi un poste d'ajustement et un ajustement négatif ont été introduits afin de parvenir au plafond imposé. Un ajustement positif correspondant est également fourni pour les coûts d'appui d'agence/de mise en œuvre afin d'assurer que le total des coûts engagés pour les coûts administratifs mette en évidence le montant dépassé par l'agence.

### Coûts de base

12. Le montant de 2 022 000 \$US demandé par l'ONUDI pour son budget de base représente une baisse de 3,6 pour cent par rapport au budget approuvé pour 2020 (soit une réduction de 76 458 \$US).

13. Le budget de base proposé par l'ONUDI se décompose de la façon suivante :

- (a) La rémunération du personnel représente 64 pour cent du budget total (8,2 membres du personnel). En 2020, le budget estimatif destiné au personnel correspondait à 68 pour cent du budget d'ensemble (pourcentage allant de 61 à 69 pour cent depuis 2011) ; l'effectif de personnel pour 2021 est inférieur à celui de 2020 en raison de départs en retraite prévus et du calendrier de recrutement ;
- (b) Les services centraux représentent 23,1 pour cent du budget total ; ces dépenses sont liées aux coûts des organismes dirigeants et de la direction générale du Secrétariat de l'ONUDI calculés en fonction du nombre de membres de personnel du Bureau du Protocole de Montréal. Les coûts ont augmenté en 2019 en raison de la période de transition entre le personnel sortant et le personnel nouvellement recruté, et devraient légèrement baisser en 2021 du fait de la réduction des effectifs de personnel affectés aux activités du Protocole de Montréal ;
- (c) Les services contractuels représentent 0,8 pour cent du budget total. Le montant budgété pour 2021 (16 700 \$US) est sept fois plus élevé que celui estimé pour 2020 (2 400 \$US).

L'ONUDI a indiqué qu'en 2019, les dépenses réelles se situaient pratiquement au même niveau que les coûts estimatifs (une différence de 1 044 \$US). En 2020, la baisse dans les services contractuels s'élevait à 14 700 \$US en raison d'économies réalisées au niveau des dépenses d'impression et de traductions ;

- (d) Les déplacements représentent 6 pour cent du budget total. Le budget proposé pour les déplacements (121 700 \$US) est plus élevé que les coûts estimatifs pour 2020, et inférieur à la fourchette des coûts à partir de 2011 (de 137 864 \$US à 284 000 \$US). L'ONUDI a fait savoir que des restrictions de déplacement ont été imposées en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19 entraînant une baisse des dépenses estimée à 147 500 \$US ; il est toutefois prévu que les déplacements reprennent en 2021, correspondant à un montant de 121 700 \$US ; et
- (e) Le loyer des bureaux correspond à 3,7 pour cent du budget total.

#### Total des coûts d'appui administratifs

14. Le total net des coûts administratifs proposés pour 2021 se chiffre à 5 052 200 \$US, montant supérieur aux coûts estimatifs de 2020 de 4 538 900 \$US, mais se situant toutefois dans la fourchette de montants observée de 2011 à 2020 (4 009 636 \$US à 6 821 000 \$US).

15. Le remboursement des coûts des bureaux de pays et des activités nationales inscrits au budget pour un montant de 1 444 000 \$US pour 2021 dépasse les coûts estimatifs de 2020 (1 240 400 \$US) et les coûts réels de 2019 (1 339 603 \$US). Toutefois ce montant est inférieur à celui des années précédentes (allant de 1 814 900 \$US à 3 602 000 \$US entre 2011 et 2014). L'ONUDI a expliqué que les augmentations de 2019 et 2020 résultaient des changements structurels intervenus dans le portefeuille des activités de coopération technique de l'ONUDI et de la représentation renforcée de l'ONUDI sur le terrain en pourvoyant un grand nombre de postes vacants visant apporter un soutien renforcé.

16. Les coûts des agences d'exécution pour 2021 (1 586 200 \$US) dépassent de 212 100 \$US le budget estimatif de 2020 et de 199 607 \$US les coûts réels de 2019. Ces coûts varient au cours de la période 2011-2020 de 1 354 611 \$US à 3 302 800 \$US. L'ONUDI a expliqué que cette baisse en 2019 dans les coûts d'appui aux agences d'exécution découlait du changement intervenu dans le modèle d'exécution en lien avec le Centre de coopération extérieure environnementale en Chine, et la baisse prévue pour 2020 (668 500 \$US) était due à des ajustements aux besoins actuels.

17. Les ressources qui devraient être mises par le Fonds Multilatéral à la disposition de l'ONUDI pour les coûts administratifs comprennent les coûts de base et les coûts d'appui d'agence, plus tout solde de revenus de coûts administratifs précédemment non utilisés. Les frais d'appui d'agence sont mis à la disposition de l'ONUDI seulement après le décaissement des coûts des projets approuvés. Le tableau 4 illustre cette information pour les années 2017 à 2020.

**Tableau 4 : Évaluation de la disponibilité des revenus pour les futurs coûts administratifs pour l'ONUDI (\$US)**

Description	2017	2018	2019	2020*
Coûts d'appui d'agence nets plus coûts de base	3 415 244	4 432 565	3 469 423	4 249 537
Total des coûts administratifs, coûts de projet non inclus	4 412 900	4 009 636	4 796 033	4 538 900
Solde par année	(997 656)	422 929	(1 326 610)	(289 363)
Solde courant	(3 042 315)	(2 619 386)	(3 945 996)	(4 235 359)

\* Y compris les coûts d'appui d'agence approuvés à la 85<sup>e</sup> réunion et la valeur des coûts d'appui d'agence et des coûts de base dans les projets proposés à la 86<sup>e</sup> réunion.

18. L'évaluation présentée au tableau 4 révèle que l'ONUDI pourrait avoir fin 2020 un solde cumulé négatif s'élevant à 4 235 359 \$US. L'ONUDI devra générer en 2021 des coûts d'appui d'agence et des coûts de base d'au moins 9 287 559 \$US afin de couvrir le total des coûts administratifs de 2021 évalués à 5 052 200 \$US.

### Banque mondiale

19. Le Comité exécutif a approuvé la demande de financement des coûts de base de 2020 pour la Banque mondiale à hauteur de 1 735 000 \$US (décision 84/61(b)). Le tableau 5 présente le budget de base et les coûts administratifs fournis par la Banque mondiale pour les années 2017 à 2021.

**Tableau 5. Données sur le budget des coûts de base et autres coûts administratifs pour les années 2017 à 2021 pour la Banque mondiale (\$US)**

Poste de dépenses	2017	2018	2019	2020		2021
	Réel	Réel	Réel	Budget	Estimation	Proposé
<b>A. Coûts de base</b>						
Personnel de base et employés contractuels	1 086 340	1 226 215	1 250 888	1 200 000	991 571	1 235 000
Déplacements (personnel et consultants)	178 550	180 873	151 281	185 000	38 481	200 000
Bureaux (loyer et coûts courants)	0	0	0	0	0	0
Équipements et autres coûts (ordinateurs, fournitures, etc.)	262	1 637	0	10 000	0	0
Services contractuels (entreprises)	189 400	73 389	38 983	100 000	50 249	85 000
Remboursement des services centraux pour le personnel de base	210 378	245 946	249 954	240 000	212 643	215 000
Ajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	60 070	6 940	43 894	0	0	0
Restitution de fonds (- = sommes restituées)	-60 070	-6 940	-43 894	0	0	0
<b>A. Total partiel des coûts de base</b>	<b>1 664 930</b>	<b>1 728 060</b>	<b>1 691 106</b>	<b>1 735 000</b>	<b>1 292 944</b>	<b>1 735 000</b>
<b>B. Coûts d'appui d'agence/mise en œuvre</b>						
Remboursement des coûts de bureaux de pays et des activités nationales, frais généraux compris	1 491 814	2 114 429	1 258 437	2 000 000	1 300 000	2 000 000
Coûts d'appui des agences exécutantes (internes), frais généraux compris	0	0	0	0	0	0
Intermédiaires financiers, frais généraux compris	0	0	0	0	0	0
Remboursement des services centraux pour le personnel de base (frais généraux compris)						
Récupération des coûts	0	0	0	0	0	0
Ajustements (+ = sous-utilisation et - = dépassement)	0	0	0	0	0	0
Coûts du projet (- = à déduire et ainsi supprimés)						
<b>B. Total partiel des coûts d'appui / coûts de</b>	<b>1 491 814</b>	<b>2 114 429</b>	<b>1 258 437</b>	<b>2 000 000</b>	<b>1 300 000</b>	<b>2 000 000</b>

Poste de dépenses	2017	2018	2019	2020		2021
	Réel	Réel	Réel	Budget	Estimation	Proposé
<b>mise en œuvre</b>						
<b>Total (A + B)</b>	<b>3 156 744</b>	<b>3 842 489</b>	<b>2 949 544</b>	<b>3 735 000</b>	<b>2 592 944</b>	<b>3 735 000</b>

#### Coûts de base

20. Le montant de 1 735 000 \$US demandé par la Banque mondiale pour son budget de base de 2021 est identique à celui du budget de 2020 initialement approuvé, mais avec une légère augmentation des coûts relatifs au personnel et aux déplacements, et une baisse dans les autres postes budgétaires (15 pour cent pour les coûts des services contractuels, 10,4 pour cent pour les services centraux et 100 pour cent pour les équipements/coûts de fonctionnement). Contrairement au PNUD ou à l'ONUDI, la Banque mondiale n'est pas financée par les revenus des coûts d'appui d'agence ni par son fonds d'affectation générale.

21. Le budget de base proposé par la Banque mondiale se décompose de la façon suivante :

- (a) La rémunération du personnel représente 71 pour cent du budget total. Les coûts relatifs au personnel de 2019 (1 250 888 \$US) étaient de 5,1 pour cent supérieurs aux coûts estimatifs pour cette année-là (1 190 000 \$US). La Banque mondiale a indiqué que des coûts relatifs au personnel plus élevés avaient été anticipés au moment de la préparation du budget de 2019. La Banque mondiale a expliqué qu'elle suit une comptabilité par activités pour le temps de travail du personnel et des consultants afin de séparer les dépenses liées aux activités effectuées au titre du Protocole de Montréal de celles n'étant pas liées au Protocole ; les coûts relatifs au personnel et aux consultants sont plus élevés en 2021 par rapport aux estimations de 2020 car des postes vacants seront pourvus ;
- (b) Le remboursement des services centraux représente 12,4 pour cent du budget total. Le remboursement des services centraux était en 2019 de 5 pour cent plus élevé que les coûts estimatifs pour cette année-là.
- (c) Les déplacements représentent 11,5 pour cent du budget total. Les coûts de déplacement proposés (200 000 \$US) sont plus élevés que ceux estimés pour 2020 (38 481 \$US) et les coûts réels de 2019 (151 281 \$US). La Banque mondiale a indiqué que les coûts de déplacement plus élevés proposés pour 2021 s'appuyaient sur un scénario optimiste envisageant la reprise des activités en 2021 à un niveau normal, notant que le budget de 2021 était identique à celui prévu pour 2019 ; et
- (d) Les services contractuels représentent 4,9 pour cent du budget total. Les coûts des services contractuels (entreprises) proposés pour 2021 sont supérieurs aux coûts réels de 2019 étant donné qu'ils incluent des coûts liés à l'organisation de deux ateliers de mise en œuvre de projet du Protocole de Montréal, comparé à un seul organisé en 2019. La Banque mondiale a expliqué que les coûts réels de 2019 pour les bureaux et équipements/fournitures étaient de zéro étant donné que ces coûts étaient absorbés par le budget de la Banque mondiale (et non par le budget de base) ; ceci a entraîné une diminution des dépenses d'un montant de 207 \$US pour les équipements/fournitures.

22. La Banque mondiale restituera la somme de 43 894 \$US provenant de ses coûts de base de 2019. Le Comité exécutif pourrait envisager de prendre note avec satisfaction de la restitution par la Banque mondiale des soldes inutilisés.



Total des coûts d'appui administratifs

23. Le budget de remboursement des coûts des bureaux de pays<sup>7</sup> proposés pour 2021 (2 000 000 \$US) devrait être plus élevé que les coûts estimatifs d'un montant de 1 300 000 \$US pour 2020. Le total des coûts administratifs est estimé à 3 735 000 \$US en 2021, dépassant les coûts estimatifs de 2020 qui sont de 2 592 944 \$US.

24. Les ressources qui devraient être mises à la disposition de la Banque mondiale pour les coûts administratifs comprennent les coûts de base et les coûts d'appui d'agence accordés, plus tout solde de revenus de coûts administratifs précédemment non utilisés. Les frais d'appui d'agence sont mis à la disposition de la Banque mondiale seulement après le décaissement des coûts des projets approuvés. Le tableau 6 illustre cette information pour les années 2017 à 2020.

**Tableau 6 : Évaluation de la disponibilité des revenus pour les futurs coûts administratifs de la Banque mondiale (\$US)**

Description	2017	2018	2019	2020*
Coûts d'appui d'agence nets plus coûts de base	1 882 431	3 295 636	1 958 493	1 905 591
Total des coûts administratifs coûts de projet non inclus	3 156 744	3 842 489	2 949 544	2 592 944
Solde par année	(1 274 313)	(546 853)	(991 051)	(687 353)
Solde courant	3 964 637	3 417 784	2 426 733	1 739 380

\* Y compris les coûts d'appui d'agence approuvés à la 85<sup>e</sup> réunion et la valeur des coûts d'appui d'agence et des coûts de base dans les projets proposés à la 86<sup>e</sup> réunion.

25. L'évaluation présentée au tableau 6 révèle que la Banque mondiale pourrait présenter un solde cumulé s'élevant à 1 739 380 \$US, sur la base des demandes approuvées à la 85<sup>e</sup> réunion et celles soumises à la 86<sup>e</sup> réunion. La Banque mondiale devra générer en 2021 des coûts d'appui d'agence et des coûts de base d'au moins 1 995 620 \$US afin de couvrir le total des coûts administratifs prévus pour 2021 évalués à 3 735 000 \$US.

### Analyse du régime de coûts administratifs et du financement des coûts de base

26. Lors de sa 84<sup>e</sup> réunion, le Comité exécutif a demandé au Secrétariat de présenter à la 86<sup>e</sup> réunion les conclusions de l'analyse du régime de coûts administratifs et du financement des coûts de base en tenant compte des décisions pertinentes du Comité exécutif, notamment les décisions prises à la 84<sup>e</sup> et à la 85<sup>e</sup> réunion, en fonction desquelles le Comité exécutif décidera s'il convient de maintenir le régime des coûts administratifs du Fonds multilatéral de la période triennale de 2018-2020 au cours de celle de 2021-2023 (décision 84/61(c)).

27. En raison de la pandémie de Covid-19, le Secrétariat a soumis le 10 juin 2020 à l'examen des membres du Comité exécutif un document présentant des options pour la tenue des 85<sup>e</sup> et 86<sup>e</sup> réunions, pour lesquelles le Comité serait invité entre autres à mettre en place un processus d'approbation en période intersessions identique à celui de la 85<sup>e</sup> réunion, pour les rapports sur des projets soumis à des exigences particulières de remise de rapport, les questions importantes évoquées dans le document intitulé « Aperçu des questions soulevées pendant l'examen des projets » ainsi que les propositions de projet inclus dans le cadre de la coopération bilatérale, les amendements au programme de travail des agences d'exécution et dans le cadre des documents de projets de pays. Tandis que l'examen du programme d'aide à la conformité du PNUE et les coûts de base du PNUD, de l'ONUDI et de la Banque mondiale seront

<sup>7</sup> Pour la Banque mondiale, ce poste budgétaire signifie que les coûts d'appui au projet reçus pour les projets approuvés sont affectés aux équipes des projets aux fins de supervision et de gestion. Les équipes de projets sont reliées aux « Régions », c'est-à-dire l'organe de fonctionnement de la Banque mondiale.

soumis à l'étude du document sur l'analyse du régime de coûts administratifs et du financement des coûts de base requis en vertu de la décision 84/61(c), le Comité exécutif pourrait envisager d'examiner ces demandes de financement en période intersessions, étant donné que le fait de différer son approbation pourrait avoir des répercussions importantes sur le personnel et les activités des agences d'exécution.

28. Comme le Comité exécutif a accepté d'examiner le présent document en période intersessions, tout en notant que le régime des coûts administratifs du Fonds multilatéral pour la période triennale de 2021-2023 nécessitera un examen par le Comité lors de sa 86<sup>e</sup> réunion en mars 2021 avant son adoption, le Comité exécutif pourrait envisager d'approuver les budgets de base pour le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale conformément à la demande faite, étant entendu que les niveaux approuvés pour les budgets de base de 2021 pourront être ajustés en conséquence.

## **RECOMMANDATION**

29. Le Comité exécutif pourrait envisager

- (a) De prendre note :
  - (i) Du rapport sur les coûts de base pour l'année 2021 pour le PNUD, l'ONUDI et la Banque mondiale présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/37 ;
  - (ii) Avec satisfaction du fait que les coûts de fonctionnement de base de la Banque mondiale se situaient au-dessous du niveau budgété et que la Banque mondiale restituera le solde de 43 894 \$US au Fonds Multilatéral lors de la 86<sup>e</sup> réunion ;
- (b) D'examiner s'il doit ou non approuver les budgets de coûts de base de 2021 :
  - (i) Du PNUD à hauteur de 2 113 148 \$US ;
  - (ii) De l'ONUDI à hauteur de 2 022 000 \$US ;
  - (iii) De la Banque mondiale à hauteur de 1 735 000 \$US ; et
- (c) De noter que les niveaux des budgets de base de 2021 indiqués ci-dessus au paragraphe (b) peuvent être ajustés sur la base des conclusions des discussions concernant l'Analyse du régime de coûts administratifs et du financement des coûts de base (décision 84/61(c)) lors de la 86<sup>e</sup> réunion, en mars 2021.

## Annex I

**CORE UNIT BUDGET DATA AND OTHER ADMINISTRATIVE COSTS FOR 2011 TO 2021 FOR UNDP, UNIDO AND THE WORLD BANK  
(US \$)**

**UNDP**

Cost item	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020		2021
	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Budget	Estimated	Proposed
<b>A. Core unit</b>												
Core unit personnel and contractual staff	1,912,090	2,171,918	2,076,816	2,050,914	1,991,859	2,043,505	2,305,838	2,375,437	2,379,866	2,520,101	2,451,262	2,524,800
Travel (staff and consultants)	276,818	261,674	249,131	163,639	168,418	155,061	173,099	176,170	182,129	194,227	20,000	150,000
Space (rent and common costs)	103,991	104,805	101,236	105,219	109,380	159,872	162,982	164,998	153,176	181,910	160,835	168,877
Equipment supplies and other costs (computers, supplies, etc.)	28,285	25,052	17,781	16,967	19,442	16,485	9,196	12,146	8,351	20,000	15,000	10,000
Contractual services (firms)	0	0	18,461	22,955	16,175	0	24,547	13,510	24,300	25,000	5,000	25,000
Reimbursement of central services for core unit staff	389,935	258,332	384,704	311,137	317,160	251,317	308,375	381,004	240,968	350,000	250,000	250,000
Adjustments (+ = underuse and - = overrun)	-740,353	-837,220	-849,676	-658,389	-595,905	-585,526	-929,036	-1,053,880	-904,918	-1,192,781	-803,638	-1,015,528
Return of funds (- = returned funds)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>A. Sub-total core unit costs*</b>	<b>1,970,766</b>	<b>1,984,561</b>	<b>1,998,453</b>	<b>2,012,442</b>	<b>2,026,529</b>	<b>2,040,715</b>	<b>2,055,000</b>	<b>2,069,385</b>	<b>2,083,871</b>	<b>2,098,458</b>	<b>2,098,459</b>	<b>2,113,148</b>
<b>B. Agency support costs/implementation</b>												
Reimbursement of country offices and national execution, including overheads	1,961,063	1,828,279	2,442,896	1,694,992	1,775,969	1,472,814	1,749,877	2,214,588	488,288	1,925,000	742,500	742,500
Executing agency support cost (internal), including overheads	27,975	612	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financial intermediaries, including overheads	67,142	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reimbursement of central services for core unit staff (including overhead)												
Cost recovery	389,935	258,332	384,704	311,137	317,160	251,317	308,375	381,004	240,968	350,000	250,000	250,000
Adjustments (+ = overrun and - = underuse)	740,353	837,220	849,676	658,389	595,905	585,526	929,036	1,053,880	904,918	1,192,781	803,638	1,015,528
Project costs (- = to be deducted and thus removed)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>B. Sub-total agency support costs/ implementation costs</b>						<b>2,309,657</b>	<b>2,987,288</b>	<b>3,649,473</b>	<b>1,634,174</b>	<b>3,467,781</b>	<b>1,796,138</b>	<b>2,008,028</b>
<b>Total administrative support costs</b>	<b>5,157,233</b>	<b>4,909,004</b>	<b>5,675,729</b>	<b>4,676,959</b>	<b>4,715,563</b>							
Supervisory costs incurred by MPU	49,250	47,028	47,801	53,814	56,970							
<b>Grand total (A + B)**</b>	<b>5,206,483</b>	<b>4,956,032</b>	<b>5,723,531</b>	<b>4,730,773</b>	<b>4,772,532</b>	<b>4,350,371</b>	<b>5,042,289</b>	<b>5,718,858</b>	<b>3,718,046</b>	<b>5,566,239</b>	<b>3,894,597</b>	<b>4,121,176</b>
<b>Assessment of availability of income</b>												
Net agency support costs plus core unit costs***	6,306,515	4,499,632	4,511,983	3,644,532	4,460,420	5,058,789	4,554,428	5,007,070	2,829,316	4,926,139		
Total administrative cost	5,206,483	4,956,032	5,723,531	4,730,773	4,772,532	4,350,371	5,042,289	5,718,858	3,718,046	3,894,597		
Balance per year	1,100,032	-456,400	-1,211,548	-1,086,241	-312,112	708,418	-487,862	-711,788	-888,730	1,031,542		
Running balance****	3,205,328	2,748,929	1,537,381	451,140	139,028	847,446	359,584	-352,203	-1,240,933	-209,391		

\* The cost of the core unit is higher than the allowed subtotal of US \$1,970,766 in 2011, US \$1,984,561 in 2012, US \$1,998,453 in 2013, US \$2,012,442 in 2014, US \$2,026,529 in 2015, US \$2,040,715 in 2016, US \$2,055,000 in 2017, US \$2,069,385 in 2018, US \$2,083,871 in 2019, and US \$2,098,459 in 2020. An adjustment line and a negative adjustment were, therefore, introduced to arrive at the required ceiling. A corresponding positive adjustment is also provided under agency support costs/implementation to ensure that the total costs incurred for administrative costs also reflect the amount exceeded by the agency.

\*\* Reflects total annual amount provided by the Multilateral Fund. In the transition to the revised reporting format, the budget lines "total administrative support costs", and "supervisory costs incurred by Montreal Protocol Unit" are reflected in order to show trends in the period between 2011 and 2015. These lines will be removed over time.

\*\*\* For 2020, including agency support costs approved at the 85<sup>th</sup> meeting, and the value of agency support costs and core unit costs from submissions to the 86<sup>th</sup> meeting.

\*\*\*\* Excludes any balance from years prior to 2002.

## UNIDO

Cost item	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020		2021
	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Budget	Estimated	Proposed
<b>A. Core unit</b>												
Core unit personnel and contractual staff	1,390,300	1,550,900	1,445,700	1,380,600	1,293,800	1,383,600	1,501,300	1,307,624	1,351,602	1,307,800	1,317,600	1,294,600
Travel (staff and consultant)	139,700	175,100	284,000	161,800	147,700	161,100	157,800	196,736	137,864	168,500	21,000	121,700
Space (rent and common costs)	90,600	89,300	99,400	71,800	75,400	76,200	76,600	80,548	84,323	83,100	71,200	73,900
Equipment supplies and other costs (computers, supplies, etc.)	54,100	30,900	51,800	41,100	52,600	30,900	48,000	33,842	63,164	56,800	39,400	48,000
Contractual services (firms)	200	700	700	2,000	17,500	1,000	4,900	580	6,356	17,100	2,400	16,700
Reimbursement of central services for core unit staff	510,400	414,200	498,800	454,200	447,300	432,900	471,600	442,123	464,626	535,700	472,800	467,100
Adjustments (+ = underuse and - = overrun)	-214,534	-276,539	-381,947	-99,058	-7,771	-44,985	-205,200	7,931	-24,066	-70,542	0	0
Return of funds (- = returned funds)						0	0	-7,931	0	0	0	0
<b>A. Sub-total core unit costs*</b>	<b>1,970,766</b>	<b>1,984,561</b>	<b>1,998,453</b>	<b>2,012,442</b>	<b>2,026,529</b>	<b>2,040,715</b>	<b>2,055,000</b>	<b>2,061,454</b>	<b>2,083,870</b>	<b>2,098,458</b>	<b>1,924,400</b>	<b>2,022,000</b>
<b>B. Agency support costs/implementation</b>												
Reimbursement of country offices and national execution, including overheads	2,857,600	1,818,300	3,602,000	1,814,900	1,327,500	1,145,400	584,300	729,854	1,339,603	815,600	1,240,400	1,444,000
Executing agency support cost (internal), including overheads	2,226,400	2,900,900	3,302,800	2,913,500	2,289,600	1,600,400	1,703,200	1,354,611	1,386,593	2,042,600	1,374,100	1,586,200
Financial intermediaries, including overheads						0	0	0	0	0	0	0
Reimbursement of central services for core unit staff (including overhead)												
Cost recovery						0	0	0	0	0	0	0
Adjustments (+ = overrun and - = underuse)	214,534	276,539	381,947	99,058	7,771	44,985	205,200	0	24,066	70,542	0	0
Project costs (- = to be deducted and thus removed)						-187,800	-134,800	-136,283	-38,099	0	0	0
<b>B. Sub-total agency support costs/implementation costs</b>						<b>2,602,985</b>	<b>2,357,900</b>	<b>1,948,182</b>	<b>2,712,163</b>	<b>2,928,742</b>	<b>2,614,500</b>	<b>3,030,200</b>
<b>Total administrative support costs</b>	<b>7,269,300</b>	<b>6,980,300</b>	<b>9,285,200</b>	<b>6,839,900</b>	<b>5,651,400</b>							
<b>Minus project-related costs</b>	<b>-1,779,869</b>	<b>-1,798,710</b>	<b>-2,464,200</b>	<b>-2,308,000</b>	<b>-977,800</b>							
<b>Grand total (A + B)**</b>	<b>5,489,431</b>	<b>5,181,590</b>	<b>6,821,000</b>	<b>4,531,900</b>	<b>4,673,600</b>	<b>4,643,700</b>	<b>4,412,900</b>	<b>4,009,636</b>	<b>4,796,033</b>	<b>5,027,200</b>	<b>4,538,900</b>	<b>5,052,200</b>
<b>Assessment of availability of income</b>												
Net agency support costs plus core unit costs***	7,751,798	4,370,870	4,216,687	3,997,890	4,716,851	4,609,452	3,415,244	4,432,565	3,469,423	4,249,537		
Total administrative cost excluding project-related costs	5,489,431	5,181,590	6,821,000	4,531,900	4,673,600	4,643,700	4,412,900	4,009,636	4,796,033	4,538,900		
Balance per year	2,262,367	-810,720	-2,604,313	-534,010	43,251	-34,248	-997,656	422,929	-1,326,610	-289,363		
Running balance****	1,895,381	1,084,661	-1,519,652	-2,053,662	-2,010,411	-2,044,659	-3,042,315	-2,619,386	-3,945,996	-4,235,359		

\* The cost of the core unit is higher than the allowed subtotal of US \$1,970,766 in 2011, US \$1,984,561 in 2012, US \$1,998,453 in 2013, US \$2,012,442 in 2014, US \$2,026,529 in 2015, US \$2,040,715 in 2016, US \$2,055,000 in 2017 and US \$2,083,870 in 2019. An adjustment line and a negative adjustment were, therefore, introduced to arrive at the required ceiling. A corresponding positive adjustment is also provided under agency support costs/implementation to ensure that the total costs incurred for administrative costs also reflect the amount exceeded by the agency.

\*\* Reflects total annual amount provided by the Multilateral Fund. In the transition to the revised reporting format, the budget lines "total administrative support costs", and "minus project-related costs" are reflected in order to show trends in the period between 2011 and 2015. These lines will be removed over time.

\*\*\* For 2020, including agency support costs approved at the 85<sup>th</sup> meeting, and the value of agency support costs and core unit costs from submissions to the 86<sup>th</sup> meeting.

\*\*\*\* The Secretariat had estimated a running balance in 2007 since 2002 of US \$2,127,930, but UNIDO's balance of US \$1,828,243 is used instead of the Secretariat's calculation.

**THE WORLD BANK**

Cost item	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020		2021
	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Actual	Budget	Estimated	Proposed
<b>A. Core unit</b>												
Core unit personnel and contractual staff	867,586	1,184,796	984,571	1,022,179	827,111	1,089,481	1,086,340	1,226,215	1,250,888	1,200,000	991,571	1,235,000
Travel (staff and consultant)	183,893	205,425	111,021	155,778	205,498	216,356	178,550	180,873	151,281	185,000	38,481	200,000
Space (rent and common costs)	47,232	55,607	56,906	44,130	434	1,027	0	0	0	0	0	0
Equipment supplies and other costs (computers, supplies, etc.)	52,953	92,303	31,169	55,508	19,618	33,178	262	1,637	0	10,000	0	0
Contractual services (firms)	47,491	25,769	13,389	14,828	49,989	96,839	189,400	73,389	38,983	100,000	50,249	85,000
Reimbursement of central services for core unit staff	123,160	156,762	113,539	90,624	210,909	225,643	210,378	245,946	249,954	240,000	212,643	215,000
Adjustments (+ = underuse and - = overrun)	0	0	0	0	0	62,476	60,070	6,940	43,894	0	0	0
Return of funds (- = returned funds)	-390,685	-3,981	-414,405	-341,953	-411,441	-62,476	-60,070	-6,940	-43,894	0	0	0
<b>A. Sub-total core unit costs</b>	<b>931,630</b>	<b>1,716,681</b>	<b>896,190</b>	<b>1,041,094</b>	<b>902,118</b>	<b>1,662,524</b>	<b>1,664,930</b>	<b>1,728,060</b>	<b>1,691,106</b>	<b>1,735,000</b>	<b>1,292,944</b>	<b>1,735,000</b>
<b>B. Agency support costs/implementation</b>												
Reimbursement of country offices and national execution, including overheads	1,725,528	1,829,418	1,611,939	1,298,103	1,210,733	1,249,361	1,491,814	2,114,429	1,258,437	2,000,000	1,300,000	2,000,000
Executing agency support cost (internal), including overheads		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financial intermediaries, including overheads	160,777	121,740	10,000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reimbursement of central services for core unit staff (including overhead)												
Cost recovery	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Adjustments (+ = overrun and - = underuse)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Project costs (- = to be deducted and thus removed)												
<b>B. Sub-total agency support costs/ implementation costs</b>						<b>1,249,361</b>	<b>1,491,814</b>	<b>2,114,429</b>	<b>1,258,437</b>	<b>2,000,000</b>	<b>1,300,000</b>	<b>2,000,000</b>
<b>Grand total (A + B)</b>	<b>2,817,935</b>	<b>3,667,839</b>	<b>2,518,129</b>	<b>2,339,197</b>	<b>2,112,851</b>	<b>2,911,885</b>	<b>3,156,744</b>	<b>3,842,489</b>	<b>2,949,544</b>	<b>3,735,000</b>	<b>2,592,944</b>	<b>3,735,000</b>
<b>Assessment of availability of income</b>												
Net agency support costs plus core unit costs*	5,039,703	2,136,706	4,142,704	2,975,314	5,458,181	2,551,615	1,882,431	3,295,636	1,958,493	1,905,591		
Total administrative cost	2,817,935	3,667,839	2,518,129	2,339,197	2,112,851	2,911,885	3,156,744	3,842,489	2,949,544	2,592,944		
Balance per year	2,221,768	-1,531,133	1,624,575	636,117	3,345,330	-360,270	-1,274,313	-546,853	-991,051	-687,353		
Running balance**	1,524,331	-6,802	1,617,773	2,253,890	5,599,220	5,238,950	3,964,637	3,417,784	2,426,733	1,739,380		

\* For 2020, including agency support costs approved at the 85<sup>th</sup> meeting, and the value of agency support costs and core unit costs from submissions to the 86<sup>th</sup> meeting.

\*\* Excludes any balance from years prior to 2002.